

DIRECTION DES PRESTATIONS
SERVICE IMMATRICULATION

B.P. : 182

DECLARATION D'EMBAUCHE DU TRAVAILLEUR (Salarié)

1) Employeur

Nom ou Raison sociale :
N° matricule CNSS :
Département : Commune ou district :
Téléphone :

2) Identification du Travailleur

Nom(s) et prénom (s) :
Date de naissance :
Lieu de naissance : pays Département :
S/s préfecture (district) ou commune : Localité :
Nationalité :
Nom du père : Prénom du père :
Nom de la mère : Prénom de la mère :
Situation matrimoniale : Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Veuf (ve)
Nom jeune fille : Surnom :
Nom époux (se) :
☒ Diplôme à l'embauche :
☒ Spécialité (branche d'étude) :
Date d'embauche :
Qualification professionnelle ou grade :
Situation administrative ou nature du contrat : CDI CDD Stage Détachement
Catégorie travailleur : Manœuvre, ouvrier et assimilé Agent de maîtrise et cadre
Cadre hors catégorie
- Lieu d'affectation : Département :
S/s Préfecture (district) ou commune : Localité :

3) Adresse du Travailleur

N° : Rue ou Avenue : Quartier :
Boite postale :
Département : S/s Préfecture (district) ou Commune :
Localité : Lieu dit :
Pays : Tél : E-mail :

4) Convention

Pays d'origine : Caisse de sécurité sociale :
Numéro d'immatriculation : date d'immatriculation :

Certifié conforme à, le
(Cachet & signature de l'employeur)

Partie réservée à la CNSS

Matricule assuré

- | | | |
|---------------------------------------|------------------------------------|---|
| • Visa du liquidateur | • Visa du contrôleur | • Cachet & signature du chef de service |
| • Visa du chef de section liquidation | • Visa du chef de section contrôle | |

- 1) Cette déclaration doit parvenir à la CNSS au plus tard quinze(15) jours après la date d'embauche de tout salarié. Si le salarié est déjà inscrit à la CNSS, il est indispensable de rappeler son numéro d'immatriculation.
- 2) L'employeur est tenu d'informer obligatoirement la caisse, dans les mêmes délais, de toute rupture de contrat de travail. La Caisse est fondée à réclamer le paiement des cotisations sociales pour les travailleurs dont la rupture du contrat de travail ne lui a pas été déclarée (lettre circulaire n°0255/MTESS-CAB du 23/07/2007)